



Portrait sectoriel

Agriculture : cultures agricoles,
élevage et aquaculture
SCIAN 111, 112

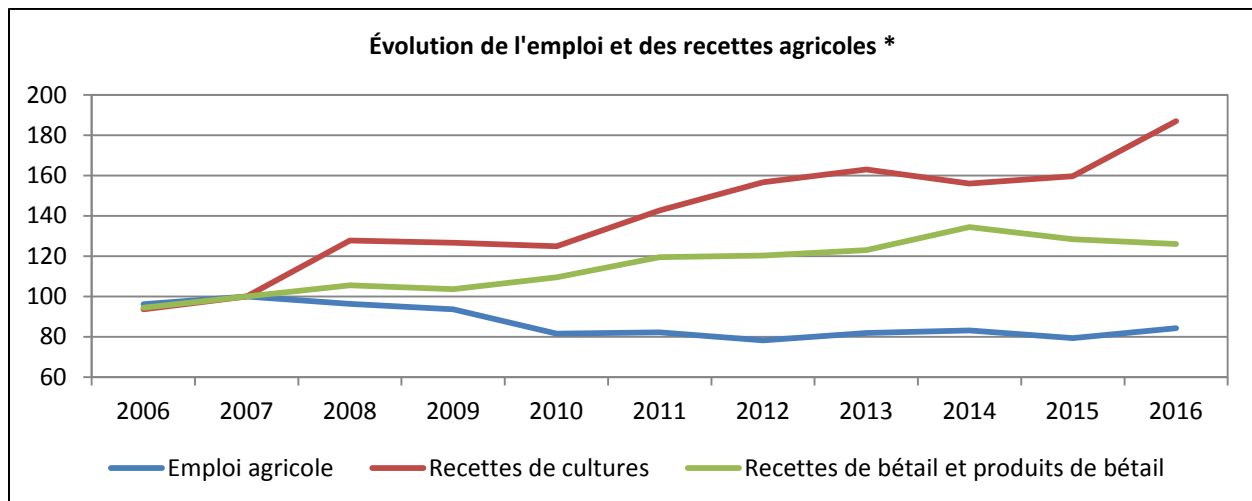
Québec

Horizon 2018-2020*



- Au recensement de 2016, le Québec compte 28 919 exploitations agricoles, 56 % du nombre en 1976 – il est vrai que la définition d’une ferme a un peu évolué depuis, mais la tendance est lourde et réelle
- La consolidation des terres et l’utilisation d’équipement favorisant une plus grande productivité font en sorte que l’emploi agricole a diminué, mais que les superficies exploitées et les rendements ont augmenté
- Les problèmes de relève et de recrutement de travailleurs perdurent dans le monde agricole

Au recensement de 1976, le Québec comptait 51 587 exploitations agricoles ; en 2016, on n’en dénombrait que 28 919. Il est vrai que la définition de la ferme a légèrement évolué au cours de cette période, mais la tendance est lourde et réelle. L’emploi agricole a lui aussi décliné, bien qu’il soit stable depuis 2010. Après avoir atteint un sommet en 1986, les effectifs ont diminué de près de 30 % depuis. Parmi les éléments les plus influents, il y a la consolidation des terres et l’utilisation d’équipement favorisant une plus grande productivité.



* Les données sont exprimées sous forme d’indices où l’année 2007 = 100

Sources : Statistique Canada, Emploi – EPA, Recettes monétaires agricoles – CANSIM 002-0001

La décroissance du nombre de fermes n’a pas entraîné la disparition des terres agricoles. Elles ont été regroupées pour en faciliter l’exploitation, maximiser le rendement et les récoltes, et économiser sur les coûts. D’ailleurs, la superficie ensemencée a peu changé au cours de la dernière décennie. Pour certains élevages, de nouvelles techniques de production et le regroupement des cheptels ont aussi permis de réaliser des écono-

* Ce document découle d’analyses réalisées à partir de l’information disponible au 5 avril 2018.

mies d'échelle. Malgré l'explosion des exploitations de plus grandes tailles avec les années, le recensement de l'agriculture (2016) nous apprend que les très petites fermes connaissent une croissance importante au Québec, résultat de l'orientation privilégiée par la relève et certains agriculteurs établis.

On parle souvent du problème de relève agricole au Québec. Il est vrai que les coûts élevés pour acheter et exploiter une exploitation agricole peuvent freiner la mobilisation des jeunes. Plusieurs initiatives, publiques et privées, facilitent l'accès aux terres et permettent à plusieurs jeunes de démarrer dans ce domaine. Depuis plusieurs années cependant, les projets soumis sont liés à un produit de niche ou une production artisanale. Ces microentreprises génèrent peu d'emploi et se retrouvent souvent dans l'impossibilité de satisfaire les exigences et normes commerciales. Leur croissance est alors freinée ou complètement contrecarrée.

Peut-être qu'il faudrait élargir notre définition de ce qui constitue la relève. Au printemps 2017, le *Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation* du Québec (MAPAQ) signalait avoir remarqué une hausse de l'âge de la relève. Le *Recensement de la relève agricole établie* de 2016, qui vise les jeunes entrepreneurs du Québec de moins de 40 ans, montre que 56 % de la relève est âgée entre 35 et 39 ans. Le MAPAQ note que la grande majorité de la relève reste plus longtemps aux études pour aller chercher des connaissances spécialisées en agriculture. Le démarrage d'une nouvelle entreprise est favorisé par plus du tiers des jeunes qui mettront trois années à planifier leur projet. Certains se lancent directement dans l'achat d'une propriété, d'autres explorent des alternatives : location de la terre et des équipements, une coopérative d'équipement ou de main d'œuvre, un contrat avec un intégrateur. Définitivement, la relève prend différentes formes.

Le bilan de santé de l'industrie n'est pas facile à établir. Les cultivateurs et éleveurs ne font pas face aux mêmes enjeux bien que, dans les deux cas, les dépenses d'exploitation ne cessent d'augmenter et ce, même si les revenus reculent certaines années. Un retard dans la période des semis peut mettre une récolte en entier à risque. Les sécheresses successives dans le sud-ouest américain ont contribué à hausser les revenus des cultivateurs et, du même coup, à augmenter la facture du fourrage et des moulées pour les éleveurs, à moins de détenir les terres et l'équipement nécessaires pour subvenir à ses propres besoins. Pour tous, la faiblesse des prix de certains produits est un défi.

Dans certains cas, il est plus aisé de voir l'impact positif et les retombées. C'est le cas avec la légalisation du cannabis au deuxième semestre de 2018 qui entraînera plusieurs investissements et des embauches sur l'ensemble de la filière, de la production à la mise en marché. On parle aussi de possibilités sur les marchés d'exportation.

Par contre, pour les fromagers québécois, l'entrée en vigueur de l'*Accord économique et commercial global* entre le Canada et l'Union européenne est une source d'inquiétude puisque le quota de fromages européens admis sans droit de douane ira en augmentant au cours des cinq années suivantes. Les fromages industriels seront les premiers sous pression compte tenu de la capacité des usines européennes à desservir un marché de plus de 500 millions de consommateurs. Nous avons beaucoup moins d'appréhension pour les fromages artisanaux et de créneaux spécialisés du Québec que les consommateurs recherchent spécifiquement pour leur goût et caractéristiques. Le gouvernement canadien a annoncé qu'il compensera les producteurs et transformateurs touchés par la mesure de l'Accord.

Plus récemment, la gestion de l'offre au Canada a fait l'objet de critiques. Ce système permet de gérer la quantité de produits laitiers, d'œufs de consommation et de volaille disponible sur le marché intérieur de façon à ce que les approvisionnements soient alignés sur la prévision de la demande. La gestion de l'offre facilite les investissements grâce à la stabilité des volumes et des prix. De plus, la qualité risque moins d'être compromise pour des questions de rentabilité. Les produits sous gestion de l'offre sont périssables et la production ne peut être ajustée de façon aussi rapide que pour d'autres industries.

Conformément à son engagement auprès de l'*Organisation mondiale du commerce*, le Canada impose des contingents tarifaires sur les importations de produits agricoles : faible droit d'entrée s'ils sont inférieurs à un volume donné, et droit élevé s'il y a dépassement. Les produits sous gestion de l'offre sont cependant soumis aux tarifs les plus élevés et les contingents sont très petits, et il est donc aisé de dépasser les seuils.

Le Québec et l'Ontario sont les principales provinces productrices des denrées sous gestion de l'offre, et elles seraient particulièrement touchées advenant des changements au système de gestion de l'offre. Les régions de la Montérégie, la Chaudière-Appalaches et le Centre-du-Québec ont des proportions importantes de productions sous gestion de l'offre auxquelles on peut ajouter les productions spécifiques de la région de Lanaudière (poulets) et du Bas-Saint-Laurent (lait).

Compte tenu des forces en jeu, nous anticipons une croissance des effectifs agricoles au Québec au cours de la période 2018-2020.

Dynamique sectorielle pour les régions

Horizon 2018-2020 au Québec	Dans les régions économiques	TCAM
Croissance annuelle moyenne : 0,1 % Gain d'environ : 140 postes Dynamique annuelle : 2018 : ↗ 2019 : ↗ 2020 : ↗	Saguenay–Lac-Saint-Jean	1,2 %
	Gaspésie–Les-Îles	0,7 %
	Laurentides	0,5 %
	Estrie	0,1 %
	Capitale-Nationale	0,1 %
	Côte-Nord / Nord-du-Québec	0,1 %
	QUÉBEC	0,1 %
	Lanaudière	0,1 %
	Montérégie	0,1 %
	Abitibi-Témiscamingue	0,0 %
	Outaouais	0,0 %
	Montréal RMR	0,0 %
	Centre-du-Québec	0,0 %
	Chaudière-Appalaches	-0,1 %
Bas-Saint-Laurent	-0,2 %	
Mauricie	-0,2 %	

n/a : ne s'applique pas

Source : Exercice annuel des *Perspectives sectorielles 2018-2020*

Direction de l'Analyse du marché du travail, Service Canada – région du Québec, 5 avril 2018.

Les professions suivantes de l'industrie agricole sont les plus susceptibles d'être touchées par la dynamique (selon la matrice des professions par industries) :

- 0821 Gestionnaires en agriculture
- 8431 Ouvriers agricoles
- 8432 Ouvriers de pépinières et de serres
- 8252 Entrepreneurs de services agricoles, surveillants d'exploitations agricoles et ouvriers spécialisés dans l'élevage
- 2225 Techniciens et spécialistes de l'aménagement paysager et de l'horticulture
- 0822 Gestionnaires en horticulture

- 1311 Techniciens en comptabilité et teneurs de livres
- 8611 Manœuvres à la récolte
- 8612 Manœuvres en aménagement paysager et en entretien des terrains
- 2123 Agronomes, conseillers et spécialistes en agriculture.

IMPORTANCE, RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DE L'INDUSTRIE AU QUÉBEC

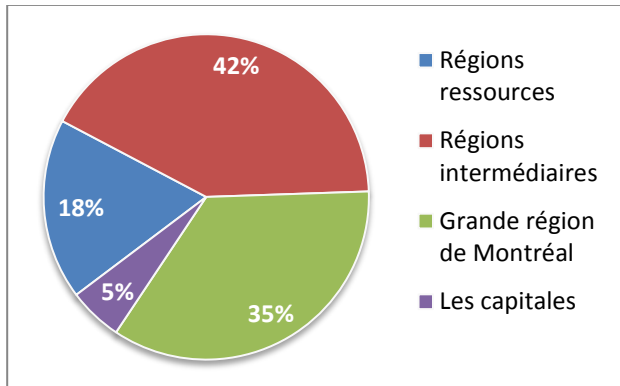
	Emploi dans l'industrie moyenne 2015-2017			Évolution de l'emploi sur 10 ans	
	Emploi en milliers	Répartition de l'industrie au Québec	% de l'emploi dans la région	en milliers	en %
Ensemble du Québec	56,0	100,0 %	1,3 %	-7,9	-12,3 %
Régions ressources					
Abitibi-Témiscamingue	x	x	x	x	x
Bas-Saint-Laurent	3,6	6,4 %	4,2 %	-0,4	-10,1 %
Côte-Nord / Nord-du-Québec	x	x	x	x	x
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	x	x	x	x	x
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2,2	4,0 %	1,7 %	0,1	3,1 %
Régions intermédiaires					
Centre-du-Québec	4,5	8,0 %	3,7 %	0,1	1,5 %
Chaudière-Appalaches	8,7	15,6 %	4,0 %	-0,6	-6,8 %
Estrie	4,6	8,3 %	3,0 %	-0,8	-14,2 %
Mauricie	3,4	6,1 %	2,9 %	1,3	63,5 %
Grande région de Montréal					
Lanaudière	4,1	7,3 %	1,6 %	-2,3	-36,3 %
Laurentides	3,2	5,7 %	1,0 %	0,7	28,4 %
Laval	x	x	x	x	x
Montérégie	13,7	24,4 %	1,7 %	-3,6	-20,7 %
Montréal	x	x	x	x	x
Les capitales					
Capitale-Nationale	3,3	5,9 %	0,8 %	0,5	17,9 %
Outaouais	1,7	3,1 %	0,9 %	0,1	6,1 %

x : donnée confidentielle, niveau inférieur à 1 500 personnes occupées dans cette région

Source : Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada

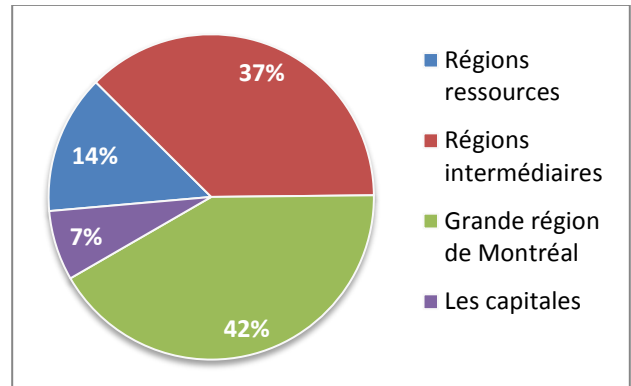
QUELQUES CARACTÉRISTIQUES DE L'INDUSTRIE AU QUÉBEC

Répartition des établissements



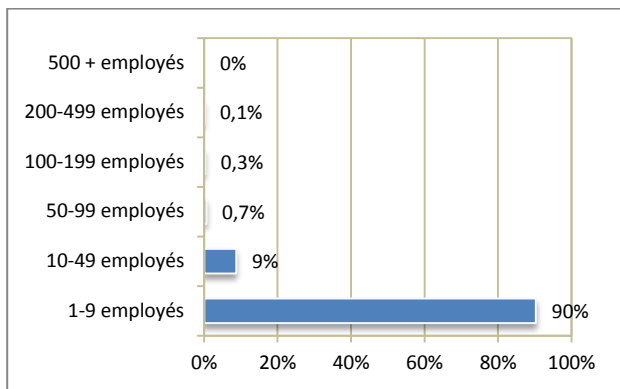
Source : Statistique Canada, Nombre d'établissements par région économique, industries et tranches d'effectif, décembre 2015

Répartition de l'emploi



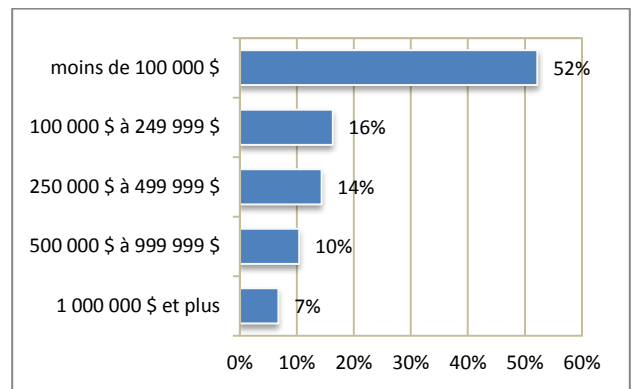
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active; selon la moyenne de l'emploi 2014-2016

Taille des établissements



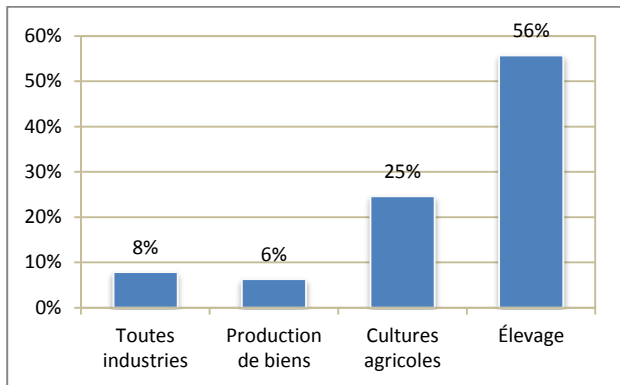
Source : Statistique Canada, Nombre d'établissements par région économique, industries et tranches d'effectif, décembre 2015

Fermes selon les revenus bruts déclarés en 2016



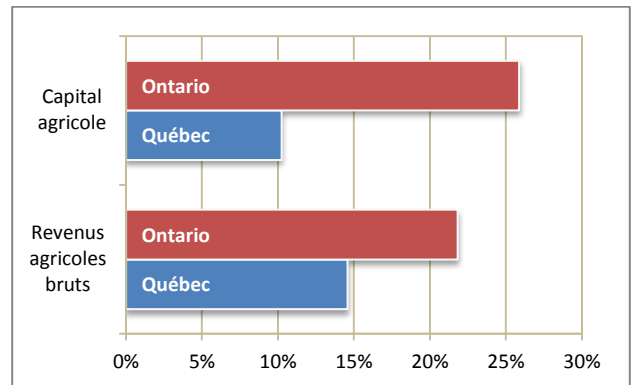
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2016, fermes selon les revenus agricoles bruts totaux en 2015

Part de travailleurs autonomes sur l'emploi total de l'industrie



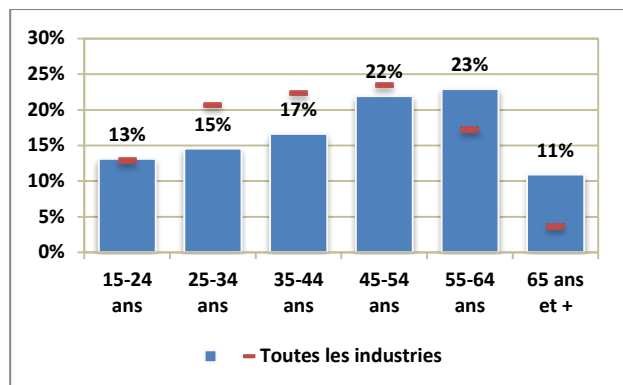
Source : Statistique Canada, Statistiques du travail, selon la moyenne 2014-2016

Part du capital et des revenus agricoles en 2015 par rapport au Canada



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2016, fermes selon les revenus agricoles bruts totaux en 2015

Population active occupée âgée de 15 ans et plus



Source : Statistique Canada, Recensement 2016, extraction spéciale pour EDSC

Répartition de l'emploi selon le genre de compétence

Classification nationale des professions

0. Gestion [inclue les exploitants propriétaires]	42 %
1. Affaires, finance et administration	5 %
2. Sciences naturelles et appliquées	4 %
3. Secteur de la santé	0 %
4. Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	0 %
5. Arts, culture, sports et loisirs	0 %
6. Vente et services	6 %
7. Métiers, transport, machinerie	4 %
8. Ressources naturelles, agriculture	36 %
9. Fabrication et services d'utilité publique	1 %

Source : Statistique Canada, Recensement 2016, extraction spéciale pour EDSC

POUR PLUS D'INFORMATION

- Guichet-Emplois (Canada) – [Tendances du marché du travail](#) : information sur l'emploi, les compétences et les tendances sur le marché du travail local est importante lorsqu'il vient le temps de prendre des décisions portant sur la carrière. De plus, l'information sur les salaires, l'offre de main-d'œuvre, la demande de travail et d'autres facteurs aide les employeurs à recruter, à former et à maintenir en poste les travailleurs et à prendre des décisions d'affaires et relatives aux investissements.
- Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2012 : Agriculture – cultures agricoles, élevage et aquaculture [SCIAN 111, 112](#)

Remarque : Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

Préparé par : Direction de l'analyse du marché du travail, Service Canada, Québec

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec l'équipe de l'IMT à :

http://www.esdc.gc.ca/cgi-bin/contact/edsc-esdc/fra/contactez_nous.aspx?section=imt

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2018, tous droits réservés